

Louvain-La-Neuve le vendredi 6 décembre 2013

## Les étudiants de l'UCL soutiennent les revendications du collectif des Afghans

L'Assemblée Générale des Etudiants de Louvain (AGL) a voté une motion en soutien aux revendications du collectif des Afghans.

Pour l'AGL, l'attitude de la Belgique envers les sans-papiers afghans est inacceptable. « **Près de la moitié des demandeurs d'asile en provenance d'Afghanistan se voient refuser un titre de séjour** chez nous, alors que ce pays connaît une situation de violence aveugle et que nombre d'entre eux sont particulièrement vulnérables, comme le démontre un rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. C'est **inadmissible dans un pays qui dit défendre les droits de l'Homme** » s'inquiètent Pauline Delgrange et Myriam Ouahib, Responsables Ouverture Sociétale à l'AGL. « Comment un Etat peut-il forcer les Afghans à rentrer chez eux et, dans le même temps, dire que tous les voyages de tourisme vers ce pays sont absolument déconseillés? On a vu les conséquences de cette politique avec la mort d'Aref, il y a quelques semaines, après que la Belgique ne lui a pas laissé d'autre choix que le retour volontaire. Et, quand les mesures d'expulsion ne sont pas exécutées ils se retrouvent à la rue, sans droit à un logement ni à un travail ».

Cette situation a poussé des centaines d'Afghans à s'organiser pour mener, ensemble, une lutte politique et juridique qui leur permettrait notamment d'obtenir un droit de séjour en Belgique. Depuis le mois de septembre, ils ont organisé de nombreuses actions et manifestations, souvent réprimées violemment par les forces de police.

Face à ce constat, l'AGL a rédigé une lettre au conseil rectoral de l'UCL, cosignée par 25 professeurs, notamment en droit des étrangers et droit de l'Homme, et 17 kots à projet. Cette lettre, qui **demandait à l'UCL de prendre position dans le débat** et de fournir un éventuel soutien matériel, est malheureusement restée sans réelle suite pour l'instant.

Par ces différentes démarches, l'AGL demande que **soit réexaminé le besoin de protection de tous les Afghans** présents en Belgique, sur la base d'une réévaluation précise de la sécurité sur place et en tenant compte des catégories à risque listées par le HCR, ainsi que des possibilités concrètes et réelles de retour. Par ailleurs, les étudiants demandent la mise en place d'un **moratoire sur toutes les expulsions** vers l'Afghanistan en attendant l'élaboration d'une politique claire à leur sujet, respectueuse des droits de l'homme, accompagné d'un **droit de séjour et d'un permis de travail temporaire**. Enfin, l'AGL **dénonce les violences policières** à l'encontre des manifestants afghans.

« Ce n'est pas la première fois que les étudiants se positionnent sur ces enjeux », rappelle-t-on à l'AGL. « Si la mission première de l'AGL est de défendre les étudiants, ce combat ne peut se passer d'une vision plus globale de la société et du respect des droits de l'Homme ».

### Contacts presse

**Pauline Delgrange** ■ Responsable Ouverture Sociétale

0476/70.54.50 ■ [pdelgrange@aglouvain.be](mailto:pdelgrange@aglouvain.be)